

**Point 02 : Compte administratif – Compte de gestion exercice 2012  
– Budget principal et budgets annexes**

**Intervention : Raymond LANNUZEL (Nantes)**

Monsieur le président, chers collègues,

Ce compte administratif 2012, et le compte financier qui l'accompagne nous fait observer les actions menées sur notre territoire ; mais aussi, en cette fin de mandature, la réponse apportée quant à nos engagements de début de mandat.

En premier lieu, malgré la crise, Nantes Métropole a tenu bon au service des habitants de notre communauté urbaine. Nous n'avons pas abandonné nos ambitions. En revanche, des préoccupations formulées à plusieurs occasions par les élus communistes subsistent.

**Sur les ambitions**, les dépenses totales de Nantes Métropole ne faiblissent pas s'élevant à 966M€. Elles ont permis de maintenir et développer un haut niveau de service public. **C'est un investissement dans des projets d'avenir facteurs de développement économique, d'emplois et de dynamisme pour le territoire. Elles ont des répercussions significatives sur l'économie locale et l'emploi, et c'est une bonne chose. Tout cela sans une augmentation de la fiscalité locale.**

Nous voyons par exemple que près de 30% de ces dépenses vont aux déplacements. Ainsi, l'offre de transport public est toujours en hausse et répond à un réel besoin, puisque la fréquentation voit une évolution de +4.1% par rapport à 2011.

**La politique publique des déplacements menée sur l'agglomération répond bien aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux.** Elle est en même temps possible par la hausse significative du produit du versement transport, ce qui est pour les élus communistes une vraie satisfaction.

Autre exemple, et en tant que Vice Président à l'eau, c'est la politique publique de l'eau, deuxième poste des dépenses publiques. **2012 a vu le développement de la régie de l'eau en accueillant la commune de Mauves, la mise en place d'une**

**direction du cycle de l'eau portant une ambition particulière en terme de gestion de l'eau, de sa qualité, de son coût et de l'environnement.**

Je pourrais parler des politiques de l'habitat et de la solidarité qui ont au cœur la cohésion sociale, la réponse aux besoins de tous les habitants de la métropole et sont des marqueurs d'une politique de gauche dans notre agglomération.

**Quant aux préoccupations, je veux parler des ressources fiscales.** Les élus communistes n'ont cessé, lors des débats d'orientation budgétaire ou lors de la présentation des budgets, mais nous ne sommes pas les seuls, de dénoncer l'étranglement financier de nos collectivités. « *La perte d'autonomie est aujourd'hui une réalité* » affirme le rapport financier. Pour la première fois, les dotations de l'Etat diminuent en 2012 et elles disposent désormais, avec la réforme de la taxe professionnelle, d'un pouvoir de vote des taux sur seulement la moitié des ressources. **C'est un fait : le dogme du déficit public à combler, la réforme de la fiscalité qui se fait attendre auront des conséquences à court terme sur nos capacités à développer des services publics d'agglomération alors que les habitants en ont tant besoin.**

Oui, au « *sérieux budgétaire* » ; oui, à une fiscalité juste et dynamique ; mais non à l'organisation de l'austérité au plan local.

Nous dénonçons par ailleurs le projet de hausse du taux de la TVA appliquée à la gestion des déchets qui va passer de 7 à 10% en 2014, après être passé de 5.5% à 7% début 2012. Nous refusons le choix de voir une augmentation de la charge fiscale ou une répercussion sur les contribuables.

En dernier lieu, je voudrais évoquer le projet de loi « **de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** ». Ce projet porte en lui le démontage de la démocratie locale et l'éclatement de l'égalité républicaine entre les territoires. Si le fait urbain et métropolitain est une réalité, la citoyenneté et la démocratie impliquent une toute autre ambition.

Je vous remercie de votre attention.